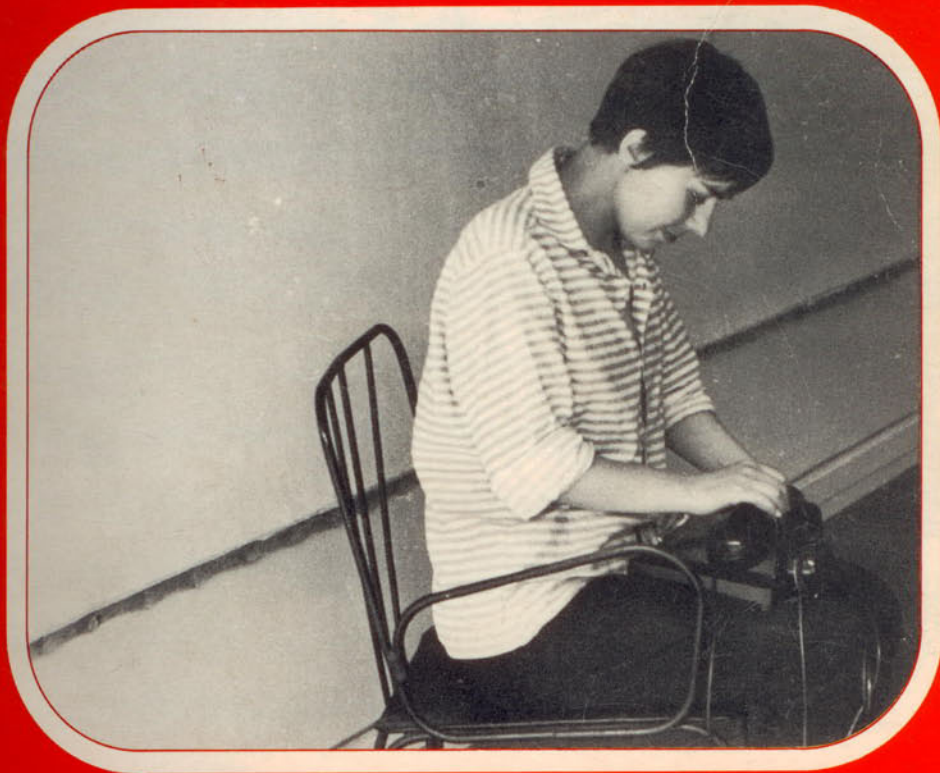


VINGTIÈME SIÈCLE

revue d'histoire

*Le trouble de la mémoire révolutionnaire
La gauche, la droite et le fait colonial • Le scandale de l'Aéropostale
La conquête de la France par le téléphone
Splendeur et misère du féminisme
Le sionisme dans l'Empire ottoman • La crise de l'histoire sociale
Les bons vœux de Khomeini à Gorbatchev pour 1989*



Octobre - Décembre 1989

LE SIONISME DANS L'EMPIRE OTTOMAN À L'AUBE DU 20^e SIÈCLE

Esther Benbassa

Né sur les terres achkénazes de l'Europe orientale, le sionisme a néanmoins joué un rôle important dans l'Empire ottoman. Parce que la Palestine en faisait partie, bien sûr. Pour d'autres raisons aussi, communautaires et nationales. Mais une autre question se pose : quel rôle et quel poids le mouvement sioniste attribuait-il aux Juifs des terres d'islam ?

Tant qu'il conserva sa suzeraineté sur la Palestine (jusqu'en 1917-1918), l'Empire ottoman compta dans l'évolution de la politique nationaliste juive¹, aussi bien avant qu'après la fondation de l'Organisation sioniste en 1897. Pourtant, l'histoire du sionisme dans l'Empire ne se limite pas à celle des tractations entreprises en haut lieu. Le sionisme se développa parallèlement sur le terrain, à l'intérieur des communautés juives ottomanes.

1. Nous entendons par là les divers mouvements d'Europe orientale, qui, avant même la naissance du sionisme politique, lié à la fondation de l'Organisation sioniste, incluaient dans leurs projets le retour en Palestine et la fondation de colonies. On peut compter parmi ces mouvements le *Hibat Zion* (Amour de Sion) et les *Bilu'im* (initiales des quatre mots d'Isaïe II, 5 : « *Beit Ya'akov Lekhou Ve-nelkha*, Maison de Jacob, en route ! »), apparus en Russie à la suite des pogromes de 1881. Il va de soi que le sionisme politique, partie intégrante du nationalisme juif, focalisa aussi sa politique, certes fondée sur de nouvelles bases, sur la question de Palestine. Abréviations utilisées : AAIU, Archives de l'Alliance israélite universelle (Paris) ; CZA, Central Zionist Archives (Jérusalem) ; JC, *Jewish Chronicle* (Londres) ; NA, *La Nation* (Istanbul) ; UI, *Univers israélite* (Paris).

L'Empire ottoman du début du 20^e siècle couvrait à l'Ouest une partie des Balkans, à l'Est une grande partie du Moyen-Orient, et s'étendait jusqu'au Nord de l'Afrique. Lorsque l'on évoque « la question d'Orient » avant 1914, c'est bien de l'Empire ottoman que l'on parle. Le judaïsme qui l'habitait était constitué d'entités géographiques, culturelles et historiques distinctes. Avant la première guerre mondiale, les deux grandes composantes du judaïsme ottoman étaient l'une sépharade, originaire de la Péninsule ibérique et venue s'installer après l'expulsion de 1492², et l'autre arabophone, implantée dans les provinces arabes. Il convient d'y ajouter les Juifs achkénazes³, les Karaïtes⁴, les Juifs kurdes de langue araméenne. Dès la fin du 19^e siècle, les modifications de frontières qu'avait connues l'Empire avait brisé l'unité du judaïsme sépharade dont il sera essentiellement question dans cet article. A la période qui nous intéresse, la population juive, prise dans son ensemble, comptait plus de 250 000 âmes⁵.

2. Par sépharades, nous entendons ici les Juifs originaires d'Espagne (conformément à l'acception du terme hébraïque *Sefarad*, « Espagne »). Actuellement, ce mot est utilisé pour désigner indistinctement les Juifs originaires des pays musulmans.

3. Juifs européens yiddichophones.

4. Communauté juive hétérodoxe ne reconnaissant pas l'autorité de la loi orale.

5. Les chiffres varient considérablement d'une source à l'autre. Le recensement ottoman de 1906-1907 donne des chiffres

La majorité de la population sépharade était urbaine. On la retrouvait concentrée dans des villes comme Istanbul, Salonique, Smyrne ou Andrinople. C'est à Istanbul, capitale de l'Empire, que se déroulait l'essentiel des négociations avec la Sublime Porte. Habitée par environ 65 000 Juifs¹, la ville était également le siège du Grand Rabbinate, qui était en principe l'autorité suprême de l'ensemble du judaïsme ottoman. On comprend d'autant mieux pourquoi cette communauté était convoitée par les différents groupes d'opinion, et en particulier les sionistes. La population juive d'Istanbul était « ethniquement » hétérogène et dispersée dans différents quartiers, constituant chacun une communauté séparée. Divisée également entre communautés sépharade (dominante), achkénaze et italienne (appelée également étrangère), elle était difficilement gouvernable par l'autorité centrale, concentrée entre des mains sépharades.

Istanbul fut la première ville en terre d'islam à être dotée d'une antenne sioniste officielle. Ouverte en 1908, dirigée par Victor Jacobson, celle-ci fonctionna sous le couvert d'une compagnie bancaire, l'Anglo Levantine Banking Company. Dès lors, l'implantation sioniste allait bouleverser la vie politique et institutionnelle de cette communauté en particulier, dans une moindre mesure celle de Salonique sous suzeraineté ottomane jusqu'en 1912, puis progressivement celles des autres grands centres sépharades. Elle ne resta pas non plus sans effet sur les populations juives locales elles-mêmes.

Le mouvement sioniste vint s'ajouter à

variant entre 253 435 et 256 003 âmes : Stanford Shaw, « The Ottoman census system and population », *International Journal of Middle Eastern Studies*, 9, 1978, p. 337 ; Kemal H. Karpat, *Ottoman population, 1830-1914. Demographic and social characteristics*, Madison, University of Wisconsin Press, 1985, p. 169. Selon les statistiques effectuées par les directeurs d'écoles de l'Alliance israélite universelle, en poste dans l'Empire, en 1908, la population juive comptait 439 000 âmes : *UI*, 49, 21 août 1908, p. 710. Les recensements ottomans ne prenaient pas en considération les Juifs de nationalité étrangère dépendant de la juridiction des autorités consulaires de leur pays.

1. Un chiffre quelque peu élevé, donné par les sources juives : *UI*, 49, 21 août 1908.

des organisations juives jusque-là de type plutôt philanthropique, comme l'Alliance israélite universelle (désormais Alliance)², le Hilfsverein der Deutschen Juden³ ou le B'nai Brith (après 1911)⁴, organisations comme lui importées de l'étranger, et qui, comme lui, se transformèrent en groupes d'opinions influents. Mais il fut perçu dans certains milieux comme une opportunité nouvelle, mieux adaptée aux exigences locales. Les fonctions qu'il remplit au sein des différentes couches de la société juive furent tout aussi importantes que les objectifs fixés au sommet du mouvement.

○ LA QUESTION DE PALESTINE

Le développement du sionisme dans la capitale et dans les grands centres juifs de l'Empire est inséparable de la question de Palestine et des objectifs de l'Organisation sioniste⁵. Les restrictions à l'immigration juive en Palestine furent instaurées en 1882, et les limitations à l'acquisition de terres par les Juifs entrèrent en vigueur dès 1892⁶. Les vagues d'immigration des dernières décennies du 19^e siècle n'avaient fait que renforcer la détermination des Ottomans, d'autant plus que leur opposition à l'im-

2. Organisation fondée à Paris en 1860 pour l'émancipation des Juifs et leur « relèvement moral et matériel ». Entre 1862 et 1914, elle institua, dans le bassin méditerranéen, un important réseau scolaire (pour garçons et filles) auquel s'ajoutaient des œuvres d'apprentissage et des écoles agricoles.

3. Organisation juive allemande fondée en 1901 pour l'amélioration des conditions sociales et politiques des Juifs d'Europe de l'Est et d'Orient, qui développa dans l'Empire ottoman un petit réseau scolaire, rival de celui de l'Alliance. Cette organisation fut, dans l'Empire et dans les Balkans, un instrument de la pénétration de la langue et de la culture allemandes.

4. Organisation juive structurée sur le modèle des ordres maçonniques en loges et chapitres, fondée aux États-Unis en 1843.

5. Cf. David Vital, *Zionism : the crucial phase*, Oxford, Clarendon Press, 1987, p. 3-85.

6. Neville J. Mandel, « Ottoman policy and restrictions on Jewish settlement in Palestine : 1881-1908 », 1^{re} partie, *Middle Eastern Studies*, 10 (3), 1974, p. 312-332 ; « Ottoman practice as regards Jewish settlement in Palestine : 1881-1908 », *ibid.*, 11 (1), janvier 1975, p. 33-46 ; « Turks, Arabs and Jewish immigration into Palestine, 1882-1914 », *St. Antony's Papers*, 17, 1965, p. 77-108 ; Mim Kemal Öke, « The Ottoman Empire. Zionism and the question of Palestine (1880-1908) », *International Journal of Middle East Studies*, 14, 1982, p. 329-341 ; David Vital, *Zionism : the formative years*, Oxford, Clarendon Press, 1982, p. 52-55.

LE SIONISME DANS L'EMPIRE OTTOMAN

plantation juive en Palestine n'était pas nouvelle¹ et pouvait s'expliquer de plusieurs manières. Il y avait déjà le problème épineux des Capitulations². Les Juifs achkénazes installés de longue date dans le pays, comme d'autres populations locales, bénéficiaient d'une protection étrangère. Ils faisaient ainsi le jeu de la domination européenne dans la région. Les nouveaux immigrants juifs ne pouvaient que renforcer cette tendance. A cela s'ajoutait la crainte des Ottomans de voir surgir une nouvelle question nationale dans l'Empire en sus de celles déjà existantes depuis le 19^e siècle³. De leur côté, les Russes faisaient pression sur les autorités ottomanes pour empêcher cette immigration et éviter ainsi la consolidation de quelque groupe que ce fût en Palestine et la remise en cause du statu quo sur les lieux saints⁴. Enfin, l'immigration juive pouvait aussi gêner la politique panislamique qu'Abdülhamid II (1876-1909) menait en direction des populations arabes, afin de créer une solidarité politique et sociale dans l'Empire, en compensation des pertes territoriales et face aux revendications nationalistes des différents groupes ethniques et religieux⁵.

Les restrictions furent par la suite, notamment sous l'influence des populations arabes, renouvelées, voire renforcées. Mais elles ne donnèrent pas les résultats escomptés, puisque, entre 1882 et 1908, la population juive de Palestine passa d'environ 24 000 à 70 000 ou 80 000 âmes, et que

vingt-six colonies furent fondées⁶. C'est dans un contexte politique peu propice que Theodor Herzl, fondateur du sionisme politique⁷, échoua dans ses négociations sur la Palestine avec le Sultan, malgré les cinq visites qu'il effectua dans la capitale ottomane, entre 1896 (un an avant la fondation de l'Organisation sioniste) et 1902⁸.

La révolution « jeune turque » (1908) fut interprétée par les sionistes comme le début d'une ère nouvelle⁹. L'installation, la même année, de l'Agence sioniste à Istanbul allait dans le sens d'une adaptation aux nouvelles circonstances et se plaçait dans la perspective d'une réouverture des pourparlers sur la question de Palestine. C'est ainsi qu'un certain nombre de jeunes sionistes décidèrent même d'apprendre le turc et de poursuivre leurs études dans la capitale ottomane¹⁰.

Au début, cet optimisme fut encouragé par les déclarations favorables au sionisme de quelques leaders « jeunes turcs »¹¹. La direction sioniste avait été amenée à infléchir sa politique séparatiste au congrès de Hambourg en 1909, puis à celui de Bâle en 1911, et à se rallier provisoirement au principe de l'intégrité de l'Empire ottoman. La question de l'immigration en Palestine et de la création d'un foyer national juif qui ferait partie

6. Neville J. Mandel, *The Arabs and Zionism before World War I*, Berkeley/Los Angeles/Londres, University of California Press, 1976, p. 224.

7. Le sionisme politique était la tendance légaliste du mouvement sioniste, cherchant à obtenir des puissances européennes une Charte officialisant les revendications relatives à la création d'un Etat juif indépendant et affirmant leur légitimité.

8. Sur ces visites, voir T. Herzl, *Zionist writings. Essays and addresses, 1896-1904*, New York, Herzl Press, 1973-1975, 2 vol., *passim*; D. Vital, *Formative Years*, *op. cit.*, p. 56-59, 106, 113, 117, 119; Abraham Galanté, *Abdul Hamid II et le sionisme*, Istanbul, Fratelli Haim, 1933 (extrait de l'*Haménora*, janvier-mars 1933).

9. Isaiah Friedman, *Germany, Turkey and Zionism, 1897-1918*, Oxford, Clarendon Press, 1977, p. 141; *Jewish World* (Londres), 2 octobre 1908.

10. David Farhi, « Documents on the attitude of the Ottoman government towards the Jewish settlement in Palestine after the Revolution of the Young Turks, 1908-1909 », dans Moshe Ma'oz (ed.), *Studies in Palestine during the Ottoman period*, Jérusalem, Magnes Press, Hebrew University-Institute of Asian and African Studies-Yad Izhak Ben-Zvi, 1975, p. 197-198; Michel Bar-Zohar, *Ben Gourion*, traduit de l'anglais par Claude Dovaz, Paris, Fayard, 1986, p. 51, 53-62.

11. *Ha-Olam* (Cologne/Vilna/Odessa), 3 mars 1909; *Ha-Zevi* (Jérusalem), 15 adar 1840 après la destruction du Temple / 8 mars 1909; I. Friedman, *Germany...*, *op. cit.*, p. 141.

1. Isaiah Friedman, « The system of Capitulations and its effects on Turco-Jewish relations on Palestine, 1856-1897 », dans David Kushner (ed.), *Palestine in the late Ottoman period. Political, social and economic transformation*, Jérusalem/Leyde, Yad Izhak Ben-Zvi/E. J. Brill, 1986, p. 283.

2. *Ibid.*, p. 280. Capitulations : privilèges accordés, à partir du 15^e siècle, par les souverains ottomans aux Etats chrétiens dont les ressortissants pouvaient commercer librement dans l'Empire, tout en bénéficiant d'exemptions fiscales et de la protection de la mission diplomatique dont ils dépendaient. Les Capitulations seront définitivement abolies par le traité de Lausanne, signé le 24 juillet 1923.

3. AAIU, Turquie I, G. 1, I. Fernandez à A. Kahn (Grand Rabbin de France), 6 septembre 1897.

4. *Ibid.*

5. Engin D. Akarlı, « Abdülhamid II's attempt to integrate Arabs into the Ottoman Empire », dans Kushner (ed.), *Palestine...*, *op. cit.*, p. 74-89.

intégrante de l'Empire ne fut pas pour autant mise de côté¹. Les sionistes concentrèrent leurs efforts sur la levée des restrictions, condition sine qua non de la réalisation de ce projet. Finalement, le nouveau régime n'avait pas une position radicalement différente de celle du précédent. La nouveauté consistait dans le fait que les « Jeunes Turcs » proposaient de nouvelles régions, comme la Mésopotamie, pour l'installation des Juifs persécutés d'Europe orientale, dans la mesure où serait évitée leur concentration dans quelque zone que ce fût, en particulier en Palestine².

L'hostilité des Ottomans au sionisme s'atténa pendant quelques mois, entre l'automne 1913 et l'été 1914, lorsque le Comité union et progrès (l'un des partis « jeunes turcs ») s'empara du pouvoir par la force en janvier 1913 et chercha un soutien financier qu'il croyait dépendre des Juifs d'Europe.

Pendant la première guerre mondiale, par le biais de divers intermédiaires, les sionistes tentèrent de convaincre les autorités ottomanes d'accélérer les procédures de naturalisation des Juifs de nationalité étrangère en Palestine afin d'éviter leur expulsion. Les lenteurs de la bureaucratie et les difficultés qui en découlaient contraignirent bon nombre de Juifs ne possédant pas la nationalité ottomane à quitter la Palestine pour Alexandrie³. En Palestine, les actions antisionistes orchestrées par le commandant de la 4^e armée ottomane, Cemal Pacha, devenu rapidement le véritable maître de la région, se succédèrent sans répit pendant les années 1915-1916⁴. Suivirent les persécutions anti-juives de 1917. Le 9 avril 1917, 7 000 à 9 000 habitants de Jaffa furent refoulés vers

le Nord⁵. Cette évacuation ne concernait pas la seule population juive de la ville : celle-ci fut néanmoins durement touchée.

Le 9 décembre 1917, les Britanniques occupèrent Jérusalem. Les persécutions continuèrent dans les parties de la Palestine encore sous suzeraineté ottomane. A Istanbul, après la déclaration Balfour (2 novembre 1917) et l'occupation de Jérusalem, la Porte s'engagea sur la voie d'apparentes concessions. L'armistice de Moudros (30 octobre 1918) allait mettre fin à plusieurs siècles d'hégémonie ottomane en Palestine, et par la même occasion aux négociations en cours. Le développement du sionisme en Turquie n'allait pas prendre fin pour autant.

○ LE SIONISME SUR L'ÉCHIQUIER POLITIQUE COMMUNAUTAIRE

Le sionisme de type messianique avait aussi eu ses chantres dans les communautés sépharades d'Orient. Ce protosionisme se développe parallèlement à la Haskala, le mouvement juif des Lumières, apparu en Europe au 18^e siècle, et qui gagna l'Empire un siècle plus tard, sans y avoir le même impact.

Le règne d'Abdülhamid II, étant donné la conjoncture, ne pouvait pas favoriser le déroulement à visage découvert des activités nationalistes juives⁶. Ainsi, le Congrès de Bâle de 1897, qui scella la fondation de l'Organisation sioniste, provoqua une réaction de condamnation au sein du leadership juif d'Istanbul, laïc et considéré alors comme progressiste. Isaac Fernandez, le président du comité régional de l'Alliance en Turquie,

5. Alex Bein (ed.), *Arthur Ruppin : memoirs, diaries, letters*, traduit de l'allemand par Karen Gershon, Londres, Jérusalem, Weidenfeld & Nicolson, 1971, p. 164 ; I. Friedman, *Germany...*, *op. cit.*, p. 347-350 ; *The Bulletin of the Joint Distribution Committee* (New York), 2, 4 décembre 1917, p. 50-51.

6. Dans les dernières décennies du 19^e siècle, s'implantent à Istanbul des mouvements comme celui des nationalistes juifs russes : les Bilu'im (voir à ce sujet : Shulamit Laskov, *Ha-Bilu'im*, Jérusalem, Ha-sifria Ha-zionit, 1979, p. 84-158 *passim*), ou Aguda yisraelit le-hit'amlut (Société israélite de gymnastique), la future société Maccabi (se référer à David Ramon, *Ha-Makabi be-arzot ha-balkan* (La Maccabi dans les Balkans), Tel Aviv, Hoga' at nesi'ut ha-histadrut ha-olamit « Makabi », 1945, p. 95-123). Leur réel impact sur la société sépharade locale reste à étudier.

1. *Hamevasser* (Istanbul), 29 ševat 5670 / 8 février 1910 ; 20 adar I 5670 / 1^{er} mars 1910.

2. *JC*, 2 avril 1909 ; 22 octobre 1909 ; 31 décembre 1909 ; *UI*, 7, 29 octobre 1909, p. 216.

3. Abraham Elmaleh, *Erez Yisrael ve-Suria bimei milhemet ha-olam* (La Syrie-Palestine pendant la guerre mondiale), Jérusalem, Mizrah ve-Ma'arav, 1929, vol. 2, p. 48 ; I. Friedman, *Germany...*, *op. cit.*, p. 218.

4. *UI*, 3, 9 avril 1915, p. 76 ; 7, 22 octobre 1915, p. 180 ; *JC*, 5 février 1915.

LE SIONISME DANS L'EMPIRE OTTOMAN

s'exprimait ainsi : « Le mouvement dont le Dr Herzl a pris la tête est on ne peut plus nuisible pour les intérêts des israélites de Turquie, pour l'œuvre de l'Alliance et pour celle de la colonisation palestinienne »¹. Cette opposition immédiate au sionisme illustre l'attitude constante des notables juifs face au pouvoir ottoman, la règle d'or étant de faire preuve de loyauté à son égard afin de bénéficier de sa protection.

Les sphères dirigeantes, qu'elles soient progressistes ou non, et les couches aisées du judaïsme sépharade local restèrent dans leur grande majorité longtemps réfractaires au sionisme, craignant que le développement d'un nationalisme juif ne détériorât leurs rapports avec le gouvernement et mît en péril leurs intérêts économiques. Même lorsqu'il y eut une ébauche d'ouverture de la part du nouveau régime, au lendemain de la révolution « jeune-turque », leur position ne varia pas sensiblement. Les députés juifs siégeant au Parlement ottoman, élus à cette même période, qui coïncida avec le rétablissement d'un régime constitutionnel dans le pays, ne se signalèrent pas non plus comme d'ardents défenseurs des Juifs ou du sionisme².

Les dernières décennies du 19^e siècle furent également marquées par l'essor de l'important réseau scolaire de l'Alliance dans les communautés juives de l'Empire — ce qui permit à la Société d'occuper une place de plus en plus importante dans la politique communautaire. Fleuron du judaïsme émanicipé, l'Alliance véhiculait l'idéologie de l'émancipation et de l'intégration des Juifs dans leur pays d'implantation. On sait qu'en France l'Alliance, ainsi que les Consistoires et le Rabbinate, constitua un important bastion antisioniste³. Le sionisme, tant par ce

qu'il représentait que par son programme, allait à l'encontre des principes mêmes de son idéologie⁴. L'érosion de l'œuvre de l'Alliance en Bulgarie face à la montée du sionisme et, en 1913, la fermeture de la majorité de ses écoles bulgares ne firent que renforcer l'antisionisme de la Société. Celle-ci craignait désormais que le phénomène ne s'étendît à d'autres communautés juives. Le durcissement des positions de l'Alliance face au sionisme peut être observé dans toute son ampleur dans l'Empire ottoman, lieu d'implantation privilégié de son œuvre.

La révolution « jeune turque » entraîna le passage de l'Alliance de la périphérie au centre de la communauté juive, lorsque Haim Nahum, son homme de confiance, devint Grand Rabbin de l'Empire⁵. Les notables liés à la Société avaient assuré la victoire de leur candidat avec, sinon la complicité, du moins l'assentiment des nouveaux dirigeants ottomans. Ils tenaient désormais les rênes du pouvoir communautaire.

Or, à la même époque, la stratégie sioniste dans l'Empire n'avait pas pour seul objectif de rouvrir les négociations avec le régime « jeune-turc » sur la base d'une nouvelle ligne politique concernant la question de Palestine. Elle visait également à gagner les différentes strates, encore réticentes, du judaïsme ottoman. Celui-ci pouvait à son tour entrer dans la course aux revendications nationales, à l'instar des autres minorités de l'Empire, et créer, par une adhésion massive au mouvement sioniste, un rapport de force favorable, susceptible de peser sur les pourparlers.

p. 201 (dactyl.). Il convient de préciser néanmoins que la position du Grand Rabbin Zadoc Kahn ne fut pas résolument antisioniste.

4. Voir sur cette opposition : AAIU, Registre Ecoles 104, N. Leven (vice-président de l'Alliance) à I. Fernandez, 10 octobre 1897.

5. Il fut élu en 1908 *kaymakam* (*locum tenens* du Grand Rabbin), puis en 1909 *baham baji* (Grand Rabbin en titre). A son sujet, voir Esther Benbassa, *Haim Nahum Efendi, dernier Grand Rabbin de l'Empire ottoman (1908-1920) : son rôle politique et diplomatique*, thèse de doctorat d'Etat, Université de Paris III, 1987, 2 tomes (dactyl.). Une large part de ce dernier travail est également consacrée à l'histoire du sionisme dans les grands centres juifs ottomans.

1. AAIU, Turquie I, G. 1, I. Fernandez à J. Bigart, 6 septembre 1897. Une autre lettre portant la même date était adressée au Grand Rabbin de France Zadoc Kahn pour attirer son attention sur les dangers du sionisme et pour le mettre en garde contre un éventuel soutien.

2. David Ben Gourion, *Mémoires. Israël avant Israël*, traduit de l'hébreu par Erwin Spatz, Paris, Grasset, 1974, p. 45.

3. Catherine Nicault-Lévigne, *La France et le sionisme, 1869-1914*, thèse de doctorat, Université de Paris I, 1986, tome 1,

○ LES STRATÉGIES SIONISTES

En s'installant sur place (à la différence des dirigeants de l'Alliance, qui travaillaient depuis Paris), les sionistes furent plus à même de suivre les communautés des grandes agglomérations urbaines et de mener leur politique en conséquence. Ils établirent une hiérarchie dans les populations qu'ils comptaient toucher. Il fallait d'abord s'attirer l'élite du judaïsme local, dont certains des membres étaient influents auprès des autorités ottomanes. Or cette élite penchait du côté de l'Alliance.

En attendant, les sionistes se tournèrent vers les masses. Ils espéraient qu'une fois entraînées elles pourraient à leur tour faire fléchir les réticents¹. De surcroît, celles-ci n'avaient rien à perdre en s'engageant dans le sionisme. Elles étaient composées de *Luftmenschen* pratiquant de petits métiers ambulants aux revenus incertains, en butte au manque de débouchés et au chômage chronique². Sauf à Salonique, il n'existait pas de prolétariat au sens moderne du terme. Indigence, mendicité, conditions de vie précaires caractérisaient la société sépharade dans sa grande majorité.

En Europe occidentale, l'adhésion au sionisme n'intervint qu'après l'émancipation³, malgré l'hostilité à laquelle il se heurta, notamment en France⁴. L'enrôlement dans les rangs sionistes permit à des Juifs intégrés de renouer avec leur judaïsme. En revanche, dans l'Empire, à l'instar de l'Europe orientale, le sionisme apparut alors même que les communautés juives locales s'engageaient sur la voie de la modernisation, et que le nationalisme turc se développait dans le pays. Les groupes sociaux gagnés au sionisme (et

les autres) n'avaient pas encore coupé avec leur judaïsme.

Dans les milieux traditionalistes que les écoles de l'Alliance n'avaient pu encore engager sur la voie de l'occidentalisation, l'attachement religieux à la terre d'Israël, constamment exprimé dans la liturgie, n'avait pas disparu. Sans être nécessairement déterminantes, les résonances messianiques du sionisme pouvaient séduire ces couches de la population croupissant dans la misère et déçues par une direction communautaire sclérosée. Dans une ville comme Istanbul, c'est précisément dans ces milieux que la propagande sioniste, en mettant en avant ses dimensions traditionnelle et nationale, remporta ses succès les plus rapides.

En revanche, à Salonique, l'existence, à la même période, de la Fédération socialiste ouvrière, « unique mouvement socialiste et syndicaliste juif en monde sépharade »⁵, dont la majorité des membres étaient des Juifs, fit que le sionisme s'implanta plus difficilement au sein des masses. En fait, dans cette ville, pendant la période ottomane, les sionistes se tournèrent plutôt vers la classe moyenne et les intellectuels⁶, d'autant plus que la Fédération combattait ouvertement le sionisme⁷.

De son côté, l'Alliance s'était appuyée sur les notables locaux pour réaliser son œuvre scolaire. Elle comptait contribuer, par l'instruction et l'éducation, à la « régénération » des masses juives. Il reste que l'idéologie

5. Définition donnée par l'un des fondateurs du mouvement. Avraam A. Benaroya, « Rešit ha-tnu'a ha-sozialistit bein yeduhei Saloniki » (Début du mouvement socialiste parmi les Juifs de Salonique), dans David A. Recanati (ed.), *Zikbron Saloniki* (Le mémorial de Salonique), Tel-Aviv, Ha-va'ad le-hoza'at sefer kehilat Saloniki, 1972, vol. 1, p. 309.

6. Baruh Sivi. *Tnu'at Po'alei Zion be-Saloniki* (Le mouvement des Po'alei Zion (Des « Ouvriers de Sion » à Salonique), dans *Saloniki...*, op. cit., p. 133; Ben Gourion, *Mémoires...*, op. cit., p. 49.

7. Avraam S. Recanati, « Ha-Makabi, ha-tekufa ha-hero'it šel ha-tnu'a ha-leumit be-Saloniki » (La Maccabi, la période héroïque du mouvement sioniste à Salonique), dans David A. Recanati (ed.), *Zikbron...*, op. cit., vol. 1, p. 285-287; Ben Gourion, *Mémoires*, op. cit., p. 48-49. Voir aussi *Jurnal del lavorador* (*Journal du travailleur*) et *Avanti* (*En avant*) numéros de 1910; *La solidaridad obradera* (*La solidarité ouvrière*) numéros de 1911. Ces journaux liés au mouvement socialiste exprimaient fréquemment leur opposition au sionisme, ce fut également le cas sous domination grecque après 1912.

1. CZA, Z2/9, Protocole de la réunion du comité de presse des 27-28 juin 1910, signé V. Jacobson, S. Hochberg.

2. Voir Esther Benbassa, Aron Rodrigue, « L'artisanat juif en Turquie à la fin du 19^e siècle. L'Alliance israélite universelle et ses œuvres d'apprentissage », *Turcica*, 17, 1985, p. 113-126.

3. Stephen M. Poppel, *Zionism in Germany, 1897-1933. The shaping of a Jewish identity*, Philadelphie, Jewish Publication Society of America, 1977, p. 85-101 *passim*.

4. Catherine [Nicault]-Lévigne, « Les Juifs français et le sionisme de 1896 à 1920 », *Yad*, 3 (2), 1978, p. 30-41.

LE SIONISME DANS L'EMPIRE OTTOMAN

qui sous-tendait son action n'eut guère de succès auprès de ces populations. L'Alliance n'avait d'ailleurs ni les moyens ni la vocation de diffuser sur une grande échelle une idéologie susceptible de mobiliser les masses. Là où l'Alliance échoua, les sionistes réussirent, catalysant les aspirations et le mécontentement des laissés pour compte de la modernisation et de l'occidentalisation prônées par l'Alliance. En fait, celle-ci et le mouvement sioniste, véhiculant tous deux des idéologies d'importation, touchèrent localement des publics qu'au départ ils n'avaient pas visés. Il n'y avait guère d'entente possible entre les deux groupes d'opinion. Le judaïsme ottoman devint rapidement une arène dans laquelle ils se livrèrent un combat sans merci auquel ils associèrent leurs alliés respectifs.

o LA PROPAGANDE

L'implantation du sionisme dans une communauté qui n'avait pas au départ de raisons précises d'y adhérer était aussi le fruit de l'activité de leaders comme Victor Jacobson, Vladimir Jabotinsky, Richard Lichtheim, Arthur Ruppin et d'autres qui, successivement, travaillèrent sur place à l'élaboration du programme sioniste. Leur présence permit souvent de contenir des débordements locaux inévitables.

La propagande par voie de presse¹, le militantisme sur le terrain, le développement d'une vie associative située entre la tradition et la modernité², le populisme, le noyautage des institutions communautaires, les alliances avec des groupes d'opinion hostiles au Grand Rabbin et à l'oligarchie qui l'entourait, constituèrent les principaux aspects de la politique locale du mouvement.

La constitution d'un réseau de presse en

direction de l'intelligentsia ottomane, des milieux officiels et des différentes couches du judaïsme ottoman fut l'un des premiers objectifs de la propagande sioniste locale. Par l'achat de périodiques déjà existants ou par la création de nouveaux journaux, un important complexe de presse fut ainsi mis en place. Il s'agissait non seulement de faire connaître les positions des sionistes, mais aussi de neutraliser, à terme, dans les milieux juifs et musulmans tous ceux qui étaient susceptibles de contrecarrer leurs projets. Les difficultés que connaissaient les journaux, leur mode de fonctionnement et leur opportunisme facilitèrent la tâche des sionistes dans cette entreprise. Excepté les journaux qui adhérèrent au sionisme pour des raisons idéologiques, les autres épousèrent la cause du plus offrant.

A terme, les sionistes comptaient s'emparer du pouvoir communautaire³. A Istanbul, ils s'érigèrent en parti d'opposition au Grand Rabbinat. Nationalisme et démocratisation des institutions communautaires devinrent les principaux thèmes de leur propagande. Ils espéraient, en éloignant du pouvoir leurs principaux opposants, le Grand Rabbin et l'oligarchie « allianciste » (liée à l'Alliance), disposer de l'espace politique nécessaire à la réalisation de leur projet local. Cet aspect de la question, la *Gegenwartsarbeit*, le travail dans le présent, entraînait dans les préoccupations des sionistes pratiques⁴ au nombre desquels on comptait certains leaders sur place. Ceux-ci portaient du principe qu'en attendant la fondation d'un foyer national juif il y avait une œuvre importante à accomplir à l'intérieur des communautés de Diaspora, notamment en faveur d'une démocratisation de leur gestion⁵.

1. Mordekhai Eliav, *David Volfson, ha-'is u-zemano* (David Wolffsohn, l'homme et son temps), Jérusalem, The Institute for Zionist Research / Hassifriya Hazionit, 1977, *passim* : Esther Benbassa, « Presse d'Istanbul et de Salonique au service du sionisme », *Revue historique*, octobre-décembre 1986, p. 337-365.

2. E. Benbassa, « Associational strategies in Ottoman Jewish society in the Nineteenth and Twentieth Centuries », à paraître dans Avigdor Levi (ed.), *The Jews in the Ottoman Empire*, New Hampshire, University Press of New England.

3. AAIU, Turquie I, G. 1, E. Nathan à Paris, 4 janvier 1912.

4. Le sionisme pratique privilégiait les réalisations concrètes, et militait en faveur d'une implantation réelle par l'immigration en Palestine, susceptible de modifier en sa faveur les rapports des forces politiques.

5. Nahum Sokolow, *History of Zionism, 1600-1918*, Londres, Longmans / Green, 1919, vol. 2, p. 22.

Les sionistes focalisèrent leur lutte autour du Grand Rabbin en place (même s'ils se servirent de lui à maintes reprises comme intermédiaire dans leurs pourparlers avec les autorités ottomanes). Ce n'est pas tant sa personne que ce qu'il représentait qu'ils combattirent. Cette attitude n'était pas dictée par l'Organisation sioniste, elle était même déplorée par certains de ses leaders¹. L'opposition la plus virulente était surtout le fait des sionistes recrutés localement, dont certains dirigeants étaient mus par des ambitions personnelles. Les divisions « ethniques » locales furent aussi prises en compte dans la course au pouvoir. Les sionistes les plus actifs sur place étaient d'origine achkénaze. Tel fut aussi le cas des représentants officiels de l'Organisation sioniste mondiale à Istanbul jusqu'en 1919². Il n'y a à cela rien de surprenant, lorsqu'on connaît l'origine des fondateurs du sionisme et ses lieux d'implantation privilégiés. En revanche, dans une communauté majoritairement sépharade comme celle de l'Empire, les Achkénazes n'étaient quasiment pas représentés dans les institutions communautaires, et ce malgré l'accroissement numérique de leur communauté. Les sionistes se servirent du contentieux entre les deux groupes pour affaiblir davantage le Rabbinate. La percée des sionistes dans les institutions communautaires permit aux Achkénazes d'y pénétrer. Et le fait que le sionisme prit rapidement dans les milieux d'immigrés achkénazes conduisit leurs dirigeants à devenir les soutiens actifs de la cause nationale.

Les espaces associatifs servirent aussi de tremplin à la conquête du pouvoir. Ils permirent à une partie des exclus du pouvoir — notamment à la classe moyenne montante, composée de petits commerçants et patrons,

d'employés, de courtiers, formant une nouvelle force économique en attente de responsabilités — de faire son apprentissage politique avant de prendre à son tour en main la direction de certaines instances communautaires. La vie associative devint ainsi un facteur de socialisation politique. Les sionistes utilisèrent également la vie associative pour consolider leur alliance avec d'autres groupes d'opinion pouvant les servir dans leur stratégie de noyautage des institutions communautaires. En fait, les sionistes s'adaptèrent à la conjoncture de l'après-révolution, qui favorisa l'explosion dans le pays de ce type d'activités.

Les associations furent perçues par le plus grand nombre comme de nouveaux espaces nationaux de loisirs et d'expression. Leur impact, de ce point de vue, fut considérable, préparant les forces populaires au soutien à la cause sioniste. Cette vie associative sioniste connut un formidable développement surtout après la guerre. A partir de 1919, alors qu'Istanbul était occupée par les Alliés, les sionistes, profitant d'une conjoncture nouvelle favorable à leur action, agirent à visage découvert en fondant la Fédération sioniste d'Orient (FSO) qui regroupa les nombreuses associations existantes. La FSO se transforma en un contre-pouvoir communautaire au service des sionistes.

A la veille de la guerre, la communauté juive était décrite comme divisée entre sionistes et antisionistes. Les sionistes eux-mêmes faisaient passer la ligne de partage entre, d'une part, les « vertueux » (eux-mêmes), recherchant le bien de la communauté et œuvrant pour l'idéal national et la renaissance de la langue hébraïque, et, d'autre part, les « assimilationnistes », à savoir les dirigeants communautaires et l'Alliance, menant leurs administrés droit à la ruine³. Seul le nationalisme juif pouvait sauver le judaïsme ottoman d'un si sombre destin. A cette fin, on jouait davantage sur la corde nationaliste que sur la corde sioniste. En

1. CZA, Z2/9, D. Wolffsohn à V. Jacobson, 20 juin 1910 ; V. Jacobson à D. Wolffsohn, 23 juin 1910 ; Z4/888, M. Dizengoff à M. Ussischkine, T. Zlatopolski, I. A. Naiditch, 26 août 1919.

2. En 1919, les Britanniques ratifièrent la nomination d'Israël Caleb, Bulgare d'origine sépharade : *Public Record Office* (Londres), 371/4167/56952, H. Weizmann au Foreign Office, 10 avril 1919.

3. *El Judio* (Istanbul), 28 av 5670/ 3 septembre 1910.

effet, le sionisme en tant que tel pouvait susciter la méfiance des autorités ottomanes qui le rattachaient à des visées séparatistes sur la Palestine. En fait, il n'y avait rien à sauver, puisque le judaïsme ottoman n'était pas touché par l'assimilation¹. Il faudrait attendre le lendemain de la seconde guerre mondiale pour observer des tentatives sérieuses d'intégration à la société turque.

Ce discours manichéen s'étoffa progressivement de messages populistes en direction des pauvres : l'objectif était de combattre les riches qui n'étaient autres que ces mêmes « assimilationnistes », francisés, occidentalisés et exploités des masses. Après la guerre, ce discours se radicalisa, les sionistes commencèrent à évoquer la lutte des classes². Les masses juives meurtries par la première guerre mondiale étaient plus que jamais réceptives à un tel langage. Par ailleurs, la déclaration Balfour avait donné une nouvelle légitimité au projet sioniste.

Quoi qu'il en soit, si les sionistes réussirent à siéger par intermittence dans les instances communautaires jusqu'à la guerre, ce n'est qu'après le conflit qu'ils récoltèrent les fruits de leur propagande. Dès 1918, au lendemain de l'armistice de Moudros qui scella la débâcle turque, profitant de l'absence du Grand Rabbin, par une sorte de « coup d'Etat » les sionistes fondèrent le Conseil national juif, sur la base de l'article 12 du 8 janvier 1918 et de l'article 4 du 4 février 1918 des principes du président Wilson, garantissant l'autonomie interne et la réalisation de leurs aspirations nationales aux diverses populations qui composaient l'Empire. Ce Conseil absorba les corps constitués de la communauté et s'y substitua. Il fut dissous en 1919. Entre 1920 et 1922, les sionistes continuèrent néanmoins de tenir les rênes du pouvoir communautaire³.

○ SIONISME OU NATIONALISME JUIF ?

Il convient de faire nettement la part entre les visées réelles des dirigeants au sein de l'Organisation sioniste mondiale (notamment sur la Palestine), celles des responsables du mouvement sur le terrain et ce que représentait le sionisme pour la population juive ; faute de quoi, on aurait quelque peine à s'expliquer pourquoi, dans l'Empire, le sionisme ne déboucha ni sur des vagues massives d'immigration en Palestine, ni sur des revendications d'indépendance nationale.

Tout d'abord, le mouvement sioniste ne constituait pas localement une entité homogène. Dès les premières années de l'implantation du sionisme officiel à Istanbul, on pouvait constater un dépassement, par les sionistes recrutés sur place, des objectifs de l'Organisation. Cette tendance alla en se renforçant. Il s'agissait en fait de l'appropriation locale d'une idéologie d'importation. Par ailleurs, diverses tendances du mouvement sioniste officiel se manifestèrent sur la scène communautaire ottomane, à côté du sionisme politique et du sionisme pratique. David Ben Gourion, lors de son séjour à Salonique, essaya de créer dans cette ville un groupe de Po'alei Zion (tendance ouvrière sioniste)⁴. Ce projet n'aboutit point. Il reste que la présence à Istanbul des leaders de ce mouvement laisse supposer qu'ils tentèrent d'y diffuser leur programme auprès de sympathisants sionistes, notamment dans les milieux d'immigrés russes, largement prolétariés. Après 1919, à côté des sionistes locaux affiliés à la FSO (environ 4000⁵), vaguement liés à l'Organisation sioniste mondiale, à Londres, par l'intermédiaire d'un représentant sans étoffe, ni réel pouvoir⁶, on trouvait l'Hit'ahdut et la société de gym-

1. CZA, Z4/888, M. Dizengoff à M. Ussischkine, T. Zlatopolski, I. A. Naiditch, 26 août 1919.

2. *NA*, 12 mars 1920.

3. *Ibid.*, 28 juillet 1922.

4. Ben Gourion, *Mémoires...*, *op. cit.*, p. 48-49.

5. Chiffres pour l'année 1920 avancés par les sionistes eux-mêmes : *NA*, 23 juillet 1920.

6. CZA, Z4/888, M. Dizengoff à M. Ussischkine, T. Zlatopolski, I. A. Naiditch, 26 août 1919.

nastique Maccabi, qui ne reconnaissaient pas l'autorité de la FSO¹.

Le projet des sionistes de s'emparer de l'appareil communautaire et les différentes phases de sa réalisation aboutirent à la déstabilisation du fragile équilibre politique des communautés. Entre la révolution « jeune-turque » et la République (1923), l'arène communautaire fut ainsi occupée non seulement par divers partenaires sionistes, mais aussi par d'autres groupes d'opinions favorables ou opposés aux sionistes. Istanbul, en tant que siège du Grand Rabbinat, fut davantage convoité par les groupes d'opinions sionistes ou non sionistes qui comptaient étayer leur pouvoir par le noyautage des instances communautaires. Tant leur présence que leurs conflits faussèrent les enjeux habituels entre partenaires jusque-là en nombre limité, sans pour autant aboutir à la restructuration des institutions, qui aurait pu sortir la communauté de l'impasse politique dans laquelle elle se trouvait.

○ DU SIONISME OFFICIEL
AU SIONISME « SAUVAGE »

La pluralité du mouvement sioniste ne l'empêcha pourtant pas de représenter à l'extérieur une force politique homogène, et sa perception par les populations locales doit être distinguée de son apport concret dans la vie politique de la communauté. L'établissement d'une antenne officielle à Istanbul, en 1908, n'aboutit pas à l'institutionnalisation réelle du mouvement au sein de la communauté. En effet, cette création concernait au premier chef l'Organisation et les autorités ottomanes. Certes, par ce biais, le sionisme put fonctionner d'une manière rationnelle et concertée. Au sein de la communauté, il fut perçu par la population comme une force d'alternance et, par ses dirigeants, comme un redoutable groupe d'opposition suscep-

tible de s'emparer du pouvoir s'ils ne se donnaient pas les moyens de le combattre. C'est précisément cette perception du sionisme comme groupe périphérique qui contribua à son essor jusqu'à la guerre. A cette période, la présence effective des sionistes dans les instances communautaires fut de courte durée et sans réelle importance. Pendant la guerre, étant donné le consensus national entre les différents groupes d'opinions, les sionistes suivirent le courant et turent provisoirement leur opposition.

Après la guerre, le sionisme officiel avait adopté une position de repli à l'égard du judaïsme ottoman. Avec la fondation de la FSO, le sionisme local s'officialisa et s'institutionnalisa. L'Organisation à Londres n'avait plus tellement d'emprise sur ce qui se passait sur le terrain. La conjoncture internationale et nationale turque favorisa une telle évolution. Désormais, un mouvement populaire, renforcé par les discours sionistes, pas même directement lié à la FSO, s'organisa. Cette dynamique semblait s'auto-alimenter à l'extérieur de l'institution sioniste locale elle-même, incapable de la contrôler.

Le sionisme dut également son impact local à sa fonction de groupe anti-institutionnel. La preuve en est qu'il continua à être considéré comme tel même après son institutionnalisation. C'est ce qui faisait dire au leader sioniste et futur maire de Tel-Aviv, Meïr Dizengoff : « Il y a ici (à Istanbul) plusieurs sionistes et la grande majorité des juifs de Constantinople se disent sionistes mais il n'y a pas de sionisme »².

Est-ce parce qu'il ne pouvait pas fonctionner autrement que comme nationalisme juif dans l'Empire que cet aspect prima jusqu'à la fin de la guerre ? A l'instar de l'idéologie de l'Alliance qui fut pervertie par la dynamique locale, celle du sionisme « officiel » le fut tout autant. Il y avait un réel décalage entre ce qui était exigé en haut par l'Organisation sioniste mondiale à Cologne,

1. Abréviation de : Hit'ahdut šel Ha-Po'el Ha-Za'ir u-Ze'irei Zion. Union mondiale d'Ha-Po'el Ha-Za'ir et Ze'irei Zion. Il s'agissait d'une tendance travailliste fondée en 1920. Voir sur ces deux groupes : *NA*, 3 juin 1921 ; 14 avril 1922 ; 24 mars 1922.

2. CZA, Z4/888, M. Dizengoff à M. Ussischkine, T. Zlatopolski, 1. A. Naiditch, 26 août 1919 (traduction).

LE SIONISME DANS L'EMPIRE OTTOMAN

à Berlin ou à Londres, et ce qui se faisait sur place dans les grands centres sépharades de l'Empire, et en particulier à Istanbul.

o UN NATIONALISME CONJONCTUREL

En fait, le sionisme fournit aux Juifs de l'Empire les moyens d'une auto-identification qui correspondait à la perception qu'on avait d'eux à l'extérieur et qui était indissociable du principe même de leur organisation officielle en groupe confessionnel quasi autonome. Ils étaient de fait considérés d'abord comme Juifs et ensuite comme Ottomans, et pas sur un pied d'égalité avec les Musulmans, malgré les réformes du 19^e siècle qui ne leur avaient octroyé qu'une égalité de principe. Le sionisme leur insuffla une certaine conscience nationale et politique relativement compatible avec les intérêts de l'Empire, et, à ce niveau, il fonctionna plutôt comme nationalisme juif.

Le sionisme apparut comme un remède à la léthargie d'une communauté jadis florissante, désormais prise en charge par des sociétés philanthropiques juives étrangères et affublée d'identités d'importation. Même si le sionisme venait également de l'étranger, il appelait la communauté à se responsabiliser et à se prendre en main. Tous ceux qui adhèrent au sionisme ne le firent pas pour les mêmes raisons. Le sionisme tira parti de l'insatisfaction des masses, de certaines franges des classes moyennes, de quelques intellectuels et des « demi-éclairés » à moitié instruits et à moitié occidentalisés par une éducation de type européen de courte durée. Ainsi s'explique l'engagement dans les rangs sionistes d'instituteurs de l'Alliance et de nombre d'anciens élèves de ses écoles.

Les sionistes accordèrent la parole à ces groupes, créèrent des encadrements à leur portée, les considérèrent comme des interlocuteurs à part entière, susceptibles de peser de tout leur poids sur les institutions, et leur donnèrent l'illusion de pouvoir jouer un rôle actif dans la vie communautaire. Même si les dirigeants sionistes locaux n'as-

piraient qu'à s'emparer du pouvoir, ils surent tenir un discours plus convaincant et plus mobilisateur que celui des notables riches et élitistes. Le silence traditionnellement observé par la population juive ottomane fit place à un activisme inhabituel. L'idéal national conféra aux masses un sens renouvelé de leur dignité. Ce recrutement surtout dans les milieux les moins européanisés de la société juive ne fut d'ailleurs pas propre à l'Empire. A partir des années 1920, un phénomène semblable pouvait être observé par exemple en Egypte¹.

Le sionisme avait apporté un idéal à la jeunesse pauvre, sans instruction ni qualification, à l'avenir incertain et vivant dans des quartiers délaissés par les Juifs aisés. Ces jeunes pouvaient désormais s'identifier à une nation à part entière : leur condition de Juifs pouvait n'être plus une source de honte. Ils n'étaient plus seulement des minoritaires dans un pays musulman, ni à la traîne des éléments occidentalisés de la bourgeoisie juive. Les revendications immédiates des sionistes locaux, la démocratisation des institutions communautaires, l'aide à apporter aux pauvres, la lutte contre les riches, tous ces thèmes ne pouvaient que renforcer l'enthousiasme. En somme, surtout après la déclaration Balfour et l'effondrement de l'Empire, les sionistes proposaient aux masses une société égalitaire dans un pays juif. Leur discours démagogique et socialisant (qu'on retrouve ailleurs, par exemple en Libye), s'il pouvait surprendre ou gêner certains, ne pouvait qu'en entraîner d'autres².

Après la guerre, le sionisme servit en même temps à amortir les effets d'un mécontentement populaire qui aurait pu dé-

1. Robert L. Tignor, « Egyptian Jewry, communal tension, and Zionism », dans Amnon Cohen, Gabriel Baer (eds.), *Egypt and Palestine. A millennium of association (868-1848)*, Jérusalem / New York, Ben Zvi Institute for the Study of the Jewish Communities in the East / Yad Izhak Ben Zvi Institute for the Study of Eretz Israel / St. Martin's Press, 1984, p. 347.

2. Sur la Libye, voir Renzo De Felice, *Ebrei in un paese arabo. Gli Ebrei nella Libia contemporanea tra colonialismo, nazionalismo arabo e sionismo (1835-1970)*, Bologne, Il Mulino, 1978, p. 151.

boucher sur des revendications sociales plus spécifiques. Permet-il aux Juifs locaux de faire l'économie de tensions sociales plus graves ? La guerre avait appauvri davantage les familles modestes et enrichi les classes moyennes. L'instabilité politique dans le pays, occupé par les Alliés, et les difficultés économiques qui en résultaient auraient pu provoquer une crise communautaire dépassant le strict cadre des institutions. De fait, l'absence, à Istanbul, d'une organisation semblable à la Fédération ouvrière de Salonique, et une moindre prolétarisation de la population juive contribuèrent sans doute à promouvoir un sionisme « tampon ».

En fait, le sionisme s'érigea en rempart face aux difficultés pouvant résulter de la conjoncture dans le pays et dans les communautés. La déception qui suivit la révolution « jeune turque » et l'échec de l'intégration espérée, les vicissitudes de l'après-guerre coïncidèrent avec des moments de fort soutien aux sionistes. Un phénomène similaire put d'ailleurs être observé à Salonique, lorsque les Grecs prirent la ville aux Ottomans en 1912. La peur devant le nouvel occupant avec qui les relations se révélèrent au début difficiles, la fragilité de la situation politique et l'incertitude relative au sort de la ville suscitèrent un regain d'intérêt pour le sionisme¹.

Celui-ci, en tant que mouvement organisé, voulut mettre le judaïsme ottoman au service

de ses propres objectifs et utilisa pour ce faire l'échiquier communautaire et ses réseaux ; de même, certains groupes ou individus se servirent localement du sionisme pour accéder au pouvoir communautaire, sans pour autant mettre en application le programme qu'ils prônaient. Pour le plus grand nombre, il restait le nationalisme juif et l'espoir qu'il pouvait représenter. En fait, les frontières entre ce nationalisme et un sionisme autochtone « social » et « culturel » ne furent pas clairement délimitées.

La période républicaine en Turquie fut celle d'un sionisme fonctionnant dans la clandestinité. Ce furent les masses qui constituèrent le gros de l'émigration juive turque vers Israël dès les premières années de sa fondation. Les Juifs en terre d'islam comptèrent-ils vraiment pour le mouvement sioniste ? Certains d'entre eux croyaient du moins pouvoir apporter une contribution spécifique à la réalisation du projet sioniste. « En effet, dans l'œuvre de repeuplement de la Palestine, les Séphardim sont destinés à former le trait d'union entre les Arabes et nos frères Achkénazim », pouvait-on lire dans le journal *La Nation* d'Istanbul².

□

2. 24 juin 1921.

Esther Benbassa, Directrice de recherches au CNRS, est spécialiste de l'histoire des Juifs des Balkans et de l'Empire Ottoman.

1. AAU, Grèce I, G. 3, J. Nehama à Paris, 19 mai 1916.